

SP SYSTEMS SURVIVRA À DRUMMONDVILLE / B4

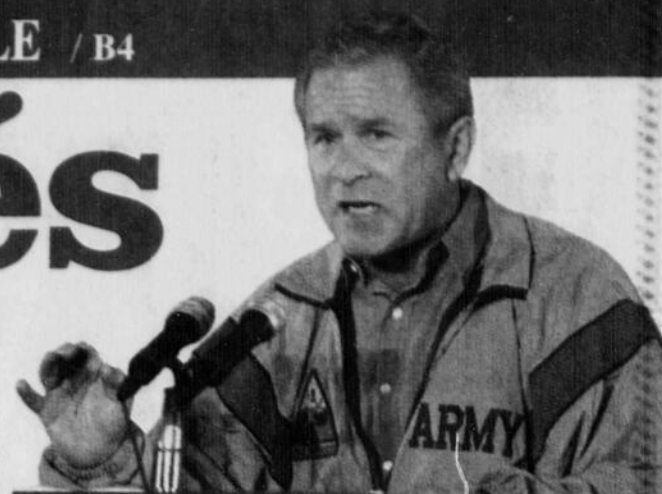
Actualités

National • International

Rémunération

Le secteur public
en retard / Page B4

Visite surprise

Bush célèbre l'Action de
grâce à Bagdad / Page B2

L'enquête se poursuivra comme prévu

Couillard ne regrette pas ses propos à l'endroit des dirigeants de Saint-Charles-Borromée

Jocelyne Richer (PC)

QUÉBEC

Si c'était à refaire, le ministre de la Santé prendrait les mêmes décisions et ferait les mêmes commentaires quant au rôle joué par la direction de l'Hôpital Saint-Charles-Borromée, à la suite de la mise au jour d'un cas de mauvais traitements infligés à une usagère de l'établissement.

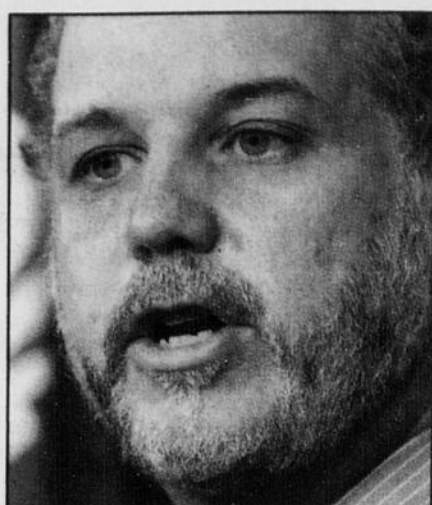
Malgré le décès du directeur général de l'établissement, Léon Lafleur, trouvé pendu dans une chambre d'hôtel mercredi, l'enquête entreprise dans l'institution de Montréal se poursuivra donc comme prévu et le rapport est toujours attendu le 8 décembre, a réaffirmé hier le ministre Philippe Couillard, lors d'un point de presse.

Les commentaires qu'il a faits à la suite des propos de M. Lafleur, «je les réitérerais aujourd'hui ou demain, s'ils étaient répétés dans une autre partie du réseau de la santé», a-t-il dit.

Mardi, après avoir appris les faits, le ministre avait blâmé publiquement la direction de l'institution. Il s'était dit «profondément choqué» par les mauvais traitements qui auraient été infligés à la patiente, mais surtout par l'attitude de la direction.

Mais «à aucun moment, n'avons-nous mis en question les qualités ou la valeur même de l'individu», a indiqué hier le ministre, qui soutient n'avoir fait que son devoir.

Mercredi soir, quelques heures après la découverte du corps de M. La-



Philippe Couillard

fleur, le conseil d'administration de l'établissement s'est réuni pour confier à Michel Bouffard la tâche d'assurer l'interim. L'équipe de direction a choisi de ne pas faire de commentaires hier sur tout cette affaire.

Pendant ce temps, le coronar a procédé à l'examen de la dépouille pour découvrir que M. Lafleur était mort par pendaison, dans une chambre de l'Hôtel des Seigneurs, à Saint-Hyacinthe.

Climat difficile

Le ministre Couillard s'est dit conscient que l'enquête confiée à Jean-Jacques Camera se déroulera dans un «climat difficile», mais il s'est dit convaincu qu'il pourra procéder normalement, car «beaucoup de gens veulent

témoigner».

En parallèle, on apprendait hier qu'une autre enquête sera menée cette fois par la Commission des droits de la personne et des droits de la jeunesse, en vue de déterminer si les droits de la bénéficiaire ont été bafoués, comme le prétendent ses deux sœurs, à partir d'une série d'enregistrements de commentaires déplacés faits par des employés. La commission dit agir de sa propre initiative.

Mais si on croit la députée péquiste Louise Harel, l'ex-directeur de Saint-Charles-Borromée n'est nullement à blâmer. La critique de l'opposition en santé a tenu hier à rendre un vibrant hommage à M. Lafleur et à la qualité des soins offerts dans l'établissement qu'il dirigeait depuis sept ans.

Les libéraux croient que leur popularité souffre d'une mauvaise communication

Norman Delisle (PC)

QUÉBEC

Les libéraux de Jean Charest attribuent à une mauvaise communication avec le public leur chute dans les plus récents sondages d'opinion.

«Il faut plus expliquer ce que l'on fait», a résumé le ministre du Développement économique et régional, Michel Audet, à son arrivée hier à une réunion du groupe parlementaire libéral à l'Assemblée nationale.

Une mauvaise nouvelle attendait en effet les députés libéraux. Dans un quotidien montréalais, le plus récent sondage de la firme CROP indiquait que la cote de popularité du gouvernement Charest «pique du nez».

Pour la première fois depuis l'élection d'avril dernier, le nombre de Québécois insatisfaits dépasse celui des citoyens satisfaits. De plus, le Parti québécois, battu par 13 pour cent des voix en avril dernier, a presque rattrapé le Parti libéral dans les intentions de vote des électeurs québécois. Le sondage a été mené du 13 au 23 novembre dernier et a atteint 1003 répondants, ce qui lui donne une marge d'erreur de trois pour cent 19 fois sur 20.

Le chef du parti, le premier ministre n'a pas voulu commenter le sondage à fond. «Cela va très bien», a laconiquement réagi M. Charest à son arrivée à la réunion du groupe parlementaire.

Mais son enthousiasme n'était pas partagé par tous.

Pour le ministre des Affaires canadiennes, Benoît Pelletier, les ministériels ont un problème de communication. «On doit communiquer avec la population, bien faire connaître notre plan. Quand les gens voient nos intentions réelles et avec quelle pondération on applique nos décisions, cela les rassure», a dit le ministre Pelletier.

Selon lui, «personne n'est contre l'idée de moderniser l'État québécois, ou d'assainir les finances publiques». Mais ces gestes «demandent un effort, c'est un exercice nécessaire. Il faut revenir sur le terrain, aller voir les gens dans les régions et rencontrer les médias» pour faire connaître les politiques du gouvernement.

Le député de Hull, Roch Cholette, note lui aussi un changement dans l'opinion publique. «Je sens de l'inquiétude dans la population, parce qu'on explique pas suffisamment ce que l'on fait. Mais les gens vont comprendre l'ampleur des modifications. On a l'avantage à mieux expliquer ce qu'on fait», a dit le député Cholette.

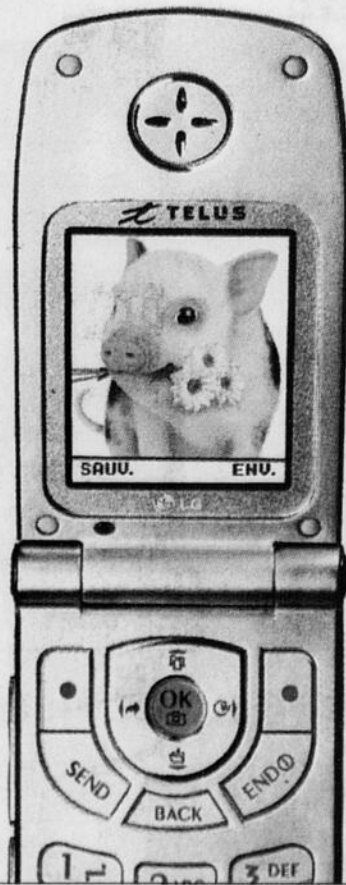
Le député de Hull a cité deux exemples où les politiques du gouvernement paraissent mal comprises: les fusions municipales et les amendements apportés à l'article 45 du Code du travail.

Mais pour l'opposition péquiste, ce sont l'ensemble des politiques du gouvernement Charest qui expliquent sa chute de popularité.

«Ils ont un taux d'insatisfaction élevé après seulement huit mois. Leurs politiques ne sont pas conformes aux engagements électoraux qu'ils ont pris», a réagi le député péquiste de Mercier, Daniel Turp.

Vous ne trouvez pas les mots ?

Dites-le presto avec une photo.



- Une fois votre photo prise, vous pouvez l'envoyer instantanément à un autre photo-téléphone TELUS*, à une adresse électronique ou à un album en ligne.
- Toutes vos photos peuvent être accompagnées de sons, de messages vocaux ou de texte.
- De plus, envoyer une photo coûte 25 cents seulement.

Obtenez 30 jours GRATUITS de messagerie photo* PLUS
Jusqu'à 6 mois d'appels locaux illimités au Canada*

TELUS
mobilité[™]
le futur est simple[™]

Pour en savoir plus, visitez telusmobilité.com ou l'un de nos marchands ou détaillants TELUS Mobilité autorisés.

FUTURE SHOP

Best Buy

R. H. Greenberg

T. H. H. H.

Home Depot

Home Depot

Home Depot

WAL-MART

Zellers

BOUTIQUES TELUS MOBILITÉ ET DÉTAILLANTS AUTORISÉS

Sherbrooke
Carrefour de l'Estrie
Cellulaire +
Terrasses 777
793, rue King Est
(819) 829-0123

Cellulaire +
Terrasses Jacques-Cartier
40, boul. Jacques-Cartier
(819) 562-8889

Coaticook
Cellulaire + / Brunelle Électronique
10, rue Main Ouest
(819) 849-3808

Drummondville
Alto Communication
758, boul. Saint-Joseph
(819) 475-3928

Cellulaire +
Promenades Drummondville
755, boul. René-Lévesque
(819) 475-3611

Granby
Cellulaire +
Galerie de Granby
40, rue Évangéline
(450) 378-9621

Communications Métropolitaine
583, boul. Boivin
(450) 777-3077

Lambton
Cellulaire + / Meubles Rousseau
164, rue Principale
(416) 486-7782

Magog
Cellulaire +
441, rue Principale Ouest
(819) 843-6627

Saint-Hyacinthe
Cellulaire +
Galerie Saint-Hyacinthe
3200, boul. Laframboise
(450) 773-6621

Darigny Communication
892, rue des Cascades
(450) 773-1998

Saint-Jean-sur-Richelieu
Cellulaire +
Carrefour Richelieu
600, rue Pierre-Caspe
(450) 349-9621

Majestech Inc.
855, ch. Grand-Bernier Nord, bureau 100
(514) 990-0547

Victoriaville
La Grande Place des Bois-Francs
Dumoulin
525, boul. des Bois-Francs Sud
(819) 357-2208

De téléphone n'est pas offert dans tous les emplacements. La messagerie photo est seulement offerte dans nos zones de couverture numérique 1X. Pour obtenir plus de détails et voir nos cartes de couverture, visitez telusmobilité.com. Nouvelles mises en service seulement. Offres valables jusqu'au 31 décembre 2003. *Seuls les clients de TELUS Mobilité abonnés à la messagerie photo pourront visualiser les messages photos à l'aide de leur appareil. Tous les autres clients devront visualiser les messages photos en ligne sur un ordinateur personnel. *Cette offre inclut la messagerie photo (envoi et réception) gratuite pendant 30 jours à partir de la date de mise en service. *Obtenez 3 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 2 ans. Obtenez 6 mois d'appels locaux illimités au Canada avec un contrat de 3 ans. Offre valable avec les forfaits Parler 20, Parler 25, Parler 50, Parler 75, Parler 100, Parler 150, Parler Week-end, Temps libre TELUS 30 et Parler 40 Plus. © 2003 SOCIÉTÉ TÉLÉ-MOBILE

Monde

Israël devra faire des concessions

TEL AVIV (AP) — Le premier ministre israélien, Ariel Sharon, a déclaré hier que son pays serait contraint de faire des concessions territoriales aux Palestiniens dans le cadre d'éventuelles négociations de paix.

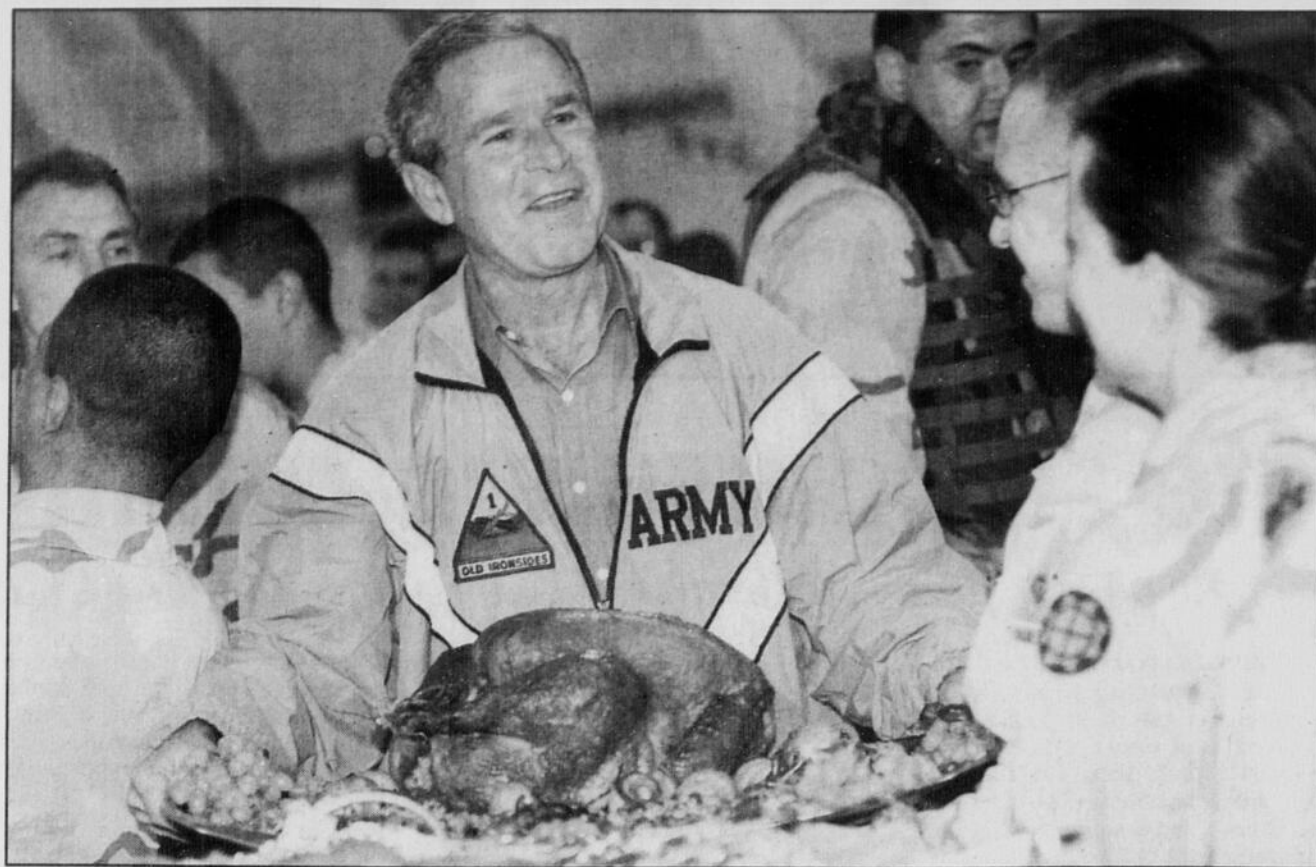
«J'ai déjà évoqué par le passé la nécessité de concessions pénibles», a dit Sharon au cours d'une conférence de presse. «Il est clair qu'à l'avenir nous n'occuperons plus tous les lieux dans lesquels nous nous trouvons actuellement».

Ariel Sharon

La semaine dernière, Ariel Sharon avait déclaré qu'il prendrait des «mesures unilatérales» pour apaiser les tensions entre Israël et les Palestiniens, si les deux parties ne parvenaient pas à un accord. Selon les médias israéliens, Sharon mettrait sur pied un plan qui inclurait le démantèlement de quelques colonies juives de peuplement de Cisjordanie et de la Bande de Gaza.

«Je dois dire en tant que juif et en tant que citoyen de ce pays (...) que je dois faire tout ce qui est en mon pouvoir pour la paix et la tranquillité. Je ferai tout ce qu'il est nécessaire de faire pour parvenir à cela. À une seule condition: la garantie de la sécurité des citoyens d'Israël et la garantie de la sécurité de l'État d'Israël», a souligné le premier ministre.

Dans le même temps, Ariel Sharon a averti les Palestiniens que le temps leur était compté s'ils voulaient obtenir des concessions territoriales. «Il est clair que notre patience a des limites. Les Palestiniens devraient déjà avoir compris que ce qu'ils n'ont



Après un bref discours, le président Bush s'est mêlé aux soldats afin de partager leur repas d'Action de grâce.

Bush débarque en Irak!

Associated Press
BAGDAD

Les 300 soldats américains rassemblés dans la salle à manger Bob Hope de l'aéroport international de Bagdad commencent à s'impacienter.

Finalement, Paul Bremer, l'administrateur civil en Irak, visiblement nerveux, monta à la tribune, escorté du général Ricardo Sanchez, commandant militaire en Irak. Quelques mots, puis Bremer se tourna vers Sanchez et dit qu'il avait un message du président. Et d'ajouter que le «plus haut gradé» devrait être celui qui lirait ce message. Puis, avec un sens consommé du

«show», se tourna vers le côté: «y a-t-il quelqu'un ici qui soit plus gradé que nous?».

Et là, les soldats cessèrent de s'ennuyer: George Bush en personne arrivait dans la salle.

Tous les soldats se levèrent, et une petite larme coula sur la joue présidentielle. «Je cherchais juste un repas chaud quelque part. Merci de m'avoir invité pour dîner».

Quelques mots à la tribune, puis le président s'est mêlé aux soldats.

Les soldats ont été impressionnés de voir George Bush arriver à Bagdad à peine quelques jours après un tir de missile sur un avion-cargo DHL.

«Après 13 mois sur le théâtre d'opérations, j'avais le moral plutôt en berne.

Maintenant, je suis bon pour encore deux mois», notait pour sa part le capitaine Mark Saint Laurent, 36 ans.

Paul Bremer, lui, était ravi, alors que fort peu de gens dans son équipe étaient au courant. «C'était une superbe surprise. La sécurité opérationnelle était parfaite. C'était une sacrée opération. Nous y travaillons depuis des mois».

Dans l'avion du retour, George Bush a expliqué comment il en était venu à décider ce voyage, en pensant à ces soldats loin de chez eux en ce jour si symbolique de Thanksgiving. «Ça doit être un moment de solitude pour eux. J'ai pensé que c'était important de faire passer le message que nous pensons à eux et que nous les soutenons.»

En bref

Driskell réclame sa libération

WINNIPEG (PC) — James Driskell a exigé sa libération hier après que les autorités eurent décidé de réviser son cas à la suite de révélations extraordinaires.

Agé de 45 ans, il avait été condamné à la prison à vie en 1991 pour le meurtre prémédité d'un ami, Perry Harder.

James Driskell

«Nous avons affaire à une rétractation et à de nouvelles preuves scientifiques», a déclaré James Lockyer, dans une salle remplie à craquer de la Cour du banc de la Reine. L'accusé avait pour lui une prépondérance de la preuve qui n'a jamais été déposée en cour. En fait, le procès contre M. Driskell ne tiendrait pas la route s'il avait lieu aujourd'hui.

Driskell, qui a toujours clamé son innocence, a été condamné sous la foi des déclarations d'un informateur de police et sur trois cheveux qui auraient appartenu à la victime et qui ont été retrouvés dans son véhicule.

Toutefois, une analyse de l'ADN de ces cheveux, l'année dernière, a permis de constater qu'ils ne provenaient pas de la victime.

Le juge a déclaré qu'il rendrait sa décision aujourd'hui.

Pérou: deux manifestants écologistes ont été tués

LIMA (AP) — Deux fermiers péruviens ont trouvé la mort hier dans des affrontements survenus avec la police lors d'une manifestation organisée pour demander aux compagnies minières de nettoyer un lac pollué de la région, ont déclaré les responsables péruviens.

Outre ces deux morts, trois autres fermiers et 18 policiers ont été blessés dans des affrontements survenus près de la ville de Carhuamayo, à environ 165 km au nord-est de Lima, a déclaré le porte-parole du ministère péruvien de l'Intérieur.

M. Boluarte a affirmé que les deux fermiers sont morts après avoir été frappés par des pierres lancées par d'autres manifestants. Mais selon Lenin Arzapalo, un journaliste de radio présent sur les lieux, la police a ouvert le feu sur les deux hommes, dont l'un était un responsable local.

Congo: 160 corps repêchés dans le fleuve

KINSHASA (AP) — Cent soixante corps ont été repêchés dans le fleuve Congo après une collision entre deux ferries, et les équipes de secours continuent de rechercher plus d'une centaine de passagers portés disparus, ont annoncé hier les autorités du Congo-Kinshasa.

Des quelque 500 passagers qui se trouvaient à bord des deux bateaux, 222 au moins ont survécu à la collision qui s'est produite mardi soir durant une tempête près d'Inongo (450 km au nord de la capitale Kinshasa), a dit Catherine Nzuzi, la ministre congolaise des Affaires humanitaires. Selon les autorités, les deux ferries étaient en surcharge mais c'est le mauvais temps qui serait la principale cause de l'accident.

Côte-d'Ivoire: attaques contre des civils

ABIDJAN (AP) — Les milices pro-gouvernementales de Côte-d'Ivoire continuent à s'en prendre aux civils, malgré la fin officielle de la guerre depuis juillet dans le pays toujours divisé, a déclaré hier l'organisation de défense des droits de l'homme Human Rights Watch.

Laurent Gbagbo

HRW exhorte le président Laurent Gbagbo à prendre des mesures contre ces groupes, qui tuent et torturent «en toute impunité» et sont soutenus, voire armés, par les forces gouvernementales.

«Le président Gbagbo devrait prendre des mesures pour s'assurer qu'aucun financement gouvernemental ou partisan n'est destiné à ces milices, qui devraient être immédiatement dissoutes», ajoute Human Rights Watch dans un communiqué.

Les premières cibles visées par les milices pro-Gbagbo sont les immigrants de pays voisins, considérés comme partisans des rebelles qui contrôlent la moitié nord du pays.

Les agressions, pillages et viols sont également en hausse dans les zones du pays contrôlées par les rebelles, ajoute le texte.

La Côte-d'Ivoire a plongé dans la guerre civile en septembre 2002. Malgré les accords de paix de Marcoussis, sous l'égide de la France et l'annonce de la fin officielle des combats en juillet dernier, le pays, coupé en deux dans les faits, glisse dans le chaos.

Cachemire: 12 morts au cours d'une éruption de violence



Ce jeune blessé a été admis à l'hôpital de Srinagar.

SRINAGAR (AP) — Le Cachemire a été le théâtre de nouvelles violences qui ont fait au moins 12 morts hier, bien que les soldats indiens et pakistanais aient respecté pour la deuxième journée consécutive un cessez-le-feu sur la ligne de démarcation divisant le Cachemire.

Un cessez-le-feu entre les deux armées est entré en vigueur mardi à minuit. Il s'agit de la première trêve officielle entre les deux frères ennemis depuis le début de la rébellion séparatiste au Cachemire indien, en 1989.

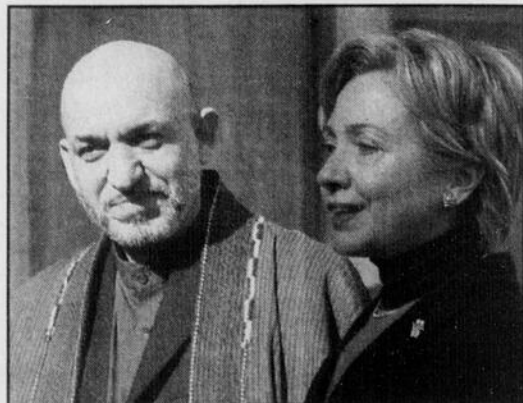
Hier midi, les forces de sécurité indiennes ont affronté des rebelles présumés dans des villages situés près de la frontière, et une attaque à la grenade sur un marché de Srinagar a fait un mort et neuf blessés. D'autres incidents se sont produits, faisant au total au moins 12 morts.

Afghanistan: Hillary Clinton réclame plus de troupes

BAGRAM (AP) — La sénatrice démocrate de New York Hillary Clinton, en visite en Afghanistan, a estimé hier qu'il fallait plus de soldats pour lutter contre une recrudescence d'attaques de la part des talibans.

Sur la base aérienne de Bagram, quartier général de la majorité des soldats américains dans le pays non loin de Kaboul, elle a estimé qu'il faudrait décider si ces renforts seront américains, de l'OTAN, ou d'autres pays.

L'ancienne première dame des États-Unis s'est également dite impressionnée par la gestion du président Hamid Karzaï et a promis que son pays resterait aux côtés de l'Afghanistan



Le président Amid Karzaï et Hillary Clinton.

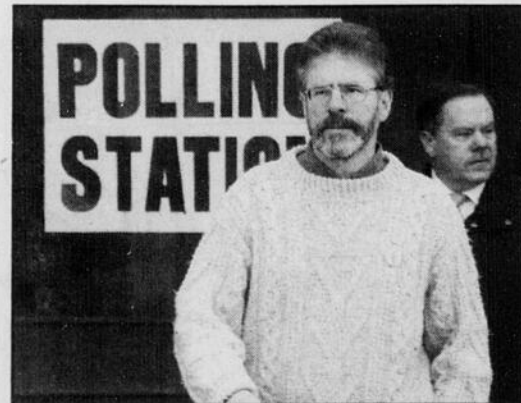
pour sa difficile reconstruction.

Mme Clinton devait se rendre à Kandahar, ancien bastion des talibans, sur une autre base américaine. Elle doit également se rendre en Irak.

Irlande: le long décompte des bulletins de vote est commencé

BELFAST (AP) — Le long et complexe dépouillement des bulletins a débuté hier en Irlande du Nord, au lendemain des élections législatives. Si les catholiques du Sinn Féin et les protestants du Parti démocrate unioniste (DUP) sont donnés favoris, aux dépens des mouvements plus modérés, les résultats officiels ne seront pas connus avant ce soir.

Il est peu probable que la nouvelle assemblée se réunisse avant Noël. Principalement parce qu'elle aura pour difficile tâche de nommer les ministres de l'administration pluripartite et parce que le révé-



Gerry Adams, du Sinn Féin, a voté à Belfast.

rend Ian Paisley a promis de torpiller toute tentative d'introduire le Sinn Féin dans le futur gouvernement.

Taiwan: l'île tient un vote historique sur les référendums



Les débats entourant le projet de loi ont été parfois houleux.

TAIPEI (AP) — Les députés taiwanais s'apprêtaient hier à un vote historique sur un texte proposant de légaliser les référendums sur l'île, une législation à laquelle la Chine est farouchement opposée, craignant une déclaration d'indépendance explicite de l'île par référendum.

Les députés taiwanais ont passé des jours à examiner les détails de cette loi sur le référendum, qui pourrait créer des tensions entre la Chine et Taiwan. Le gouvernement chinois s'oppose également au changement de drapeau ou du nom officiel de l'île.

Mercredi, à Pékin, Zhang Mingqing, porte-parole du bureau des affaires taiwanaises en Chine a réitéré l'opposition de son gouvernement aux référendums, assurant que cela créera «un désastre pour le peuple de Taiwan».

Inde: 14 000 mariages ont été célébrés hier à New Delhi



Ces deux sœurs indiennes ont décidé de se marier le même jour.

NEW DELHI (AP) — Le rouge, couleur traditionnelle portée par les jeunes mariées indiennes, était à la fête hier à New Delhi. La capitale indienne a en effet célébré l'union de pas moins de 14 000 personnes en cette seule journée considérée par les hindous comme porteuse de chance.

À la tombée de la nuit, des dizaines de milliers de proches et d'amis ont dansé dans les rues au son de musique de film populaire de «Bollywood», tandis que les futurs mariés en selle sur des chevaux ont fait leur entrée dans des parcs, des temples et des salles de fêtes de la ville.

La célébration de ces milliers de mariages ne s'est pas faite sans complications. «J'espère arriver à l'heure à mon mariage», confiait ainsi une mariée, Jaya, coincée dans des embouteillages monstres créés dans New Delhi, théâtre de milliers

Chez nous

La vache folle: la crise s'étire

Gilles Besmargian
besmar@videotron.ca
VICTORIAVILLE

La crise de la vache folle, qui affecte les quelque 1000 producteurs de bovins laitiers de la région Centre-du-Québec, et tous les autres en province, ne semble pas vouloir se résorber. Partout, ils sont en attente de mesures concrètes de la part du gouvernement du Québec à la suite de l'annonce par Ottawa, en fin de semaine, d'étendre son programme d'aide jusqu'en décembre 2004, sans pour autant hausser le montant de 120 millions \$.

«Ici, on attend la position du MAPAQ. On sait que le programme fédéral prévoit une aide de 60 pour cent, mais le reste, 40 pour cent, doit venir de la province pour combler l'écart. Selon nos informations, d'ajouter le président de la Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec, Denis Bilodeau, le support de Québec devrait se traduire par un montant d'environ 20 millions \$».

On le sait, ce sont surtout les producteurs de vaches de réforme qui sont le plus lourdement frappés par la crise. À l'échelle du Québec, M. Bilodeau

évalue leurs pertes à 105 millions \$ d'ici le mois de décembre 2004. Certains propriétaires de troupeaux moyens risquent de subir un manque à gagner de 15 000 \$. Pour les plus gros, jusqu'à 80 000 \$.

«Bien sûr, enchaîne le président Bilodeau, c'est le lait qui représente le revenu principal des producteurs, mais dans la situation actuelle leurs pertes reliées à la vache de réforme pourraient en assommer plus d'un si ça devait perdurer. À long terme, certains risquent tout simplement de déclarer faillite.»

La position de l'UPA de Nicolet est donc de continuer à exercer des pressions sur le MAPAQ pour qu'il apporte une aide complémentaire au programme fédéral, lequel s'établit à la hauteur de 159 \$ par animal, afin de corriger la situation. Présentement, le producteur perd environ 500 \$ par tête de bétail.

Si rien ne bouge, Denis Bilodeau s'attend à «que ça saute à des places» un beau matin. La pression est de plus en plus forte.

Monopole de l'abattoir

Le président de l'UPA déplore d'autre part l'abattoir de Saint-Cyrille-



La Tribune, Gilles Besmargian
Pour le président de la Fédération de l'UPA du Centre-du-Québec, Denis Bilodeau, le support de Québec aux producteurs devrait se traduire par un montant d'environ 20 millions \$.

de-Wendover (dans la MRC de Drummond) qui, selon lui, vit une situation de monopole. Il accepte même des têtes de bétail provenant de l'Ouest cana-

dien. Sa capacité d'abattage est évaluée à 6000 bêtes par semaine.

«L'établissement, qui payait jusqu'à 0,56 \$ la livre avant la crise, ne verse aujourd'hui qu'entre 0,10 et 0,15 \$ aux producteurs. Il devrait normalement payer plus de 0,35 \$ la livre. Là aussi, poursuit M. Bilodeau, on va intervenir auprès de la ministre de l'Agriculture pour que l'abattoir soit plus respectueux des gens avec qui il fait affaires. Pendant ce temps, le consommateur n'a droit qu'à une légère baisse pour sa viande de boeuf aux comptoirs des boucheries. C'est ridicule.»

Peu de réclamation

Dans un autre ordre d'idée, très peu des quelque 70 propriétaires de terres agricoles touchées par les inondations du 4 août dernier dans les Bois-Francis (les dommages avaient alors été évalués à plus d'un million de dollars) ont reçu à ce jour une aide quelconque pour leurs dommages.

Après vérification auprès de ses membres, l'UPA du Centre-du-Québec a réalisé qu'environ 50 pour cent des sinistrés avaient déposé une réclamation auprès du ministère de la Sécurité publique. «Devant l'ampleur de la pape-rasse et des exigences s'y rattachant

plusieurs ont tout simplement abandonné de s'inscrire au programme et on le déplore», déclare M. Bilodeau.

Pour tenter d'en savoir plus, des administrateurs de l'organisme se sont rendus au ministère, dans la Vieille capitale, en début de semaine, pour éclaircir certains points du programme dont la date limite d'inscription est le mardi 2 décembre. Ils ont appris que l'UPA et même le ministère pouvaient les accompagner s'ils avaient besoin d'aide pour remplir les documents.

Le président de l'UPA déplore finalement la situation de quelques cours d'eau dans la région. À certains endroits, où des embâcles se sont formés, rien n'a encore été fait par le ministère de l'Environnement.

«Des bancs de gravier ont fait en sorte que le lit de la rivière n'est plus au même endroit qu'avant les inondations et les municipalités n'ont pas l'argent nécessaire pour remédier à la situation. Le ministère de l'Environnement semble disposé à donner des autorisations pour effectuer des travaux, mais rien de bouge. Les fortes pluies de la semaine dernière, de conclure Denis Bilodeau, ont provoqué l'érosion de champs de culture. Des travaux doivent sans faute être faits dès cet automne.»

Matières résiduelles: Intersan proposerait une solution à long terme

Olivier Bouffard
MAGOG

Le plan de gestion des matières résiduelles du territoire de la MRC Memphrémagog sera adopté le 18 février.

Ce plan devait théoriquement être adopté avant le début de 2004, la MRC Memphrémagog ayant déjà bénéficié d'un délai additionnel d'un an pour produire son plan de gestion.

Par ailleurs, la teneur de la proposition faite par Intersan à la MRC Memphrémagog ne sera pas dévoilée pour le moment, le comité de gestion des matières résiduelles ayant convenu avec l'entreprise de la garder confidentielle, pour l'instant.

Lors de la période de question à la séance du conseil de la MRC, l'environnementaliste Jean-Guy Dépot a questionné les maires sur la teneur de la nouvelle proposition d'Intersan. Le préfet Roger Nicolet lui a d'abord indiqué l'entente de confidentialité conclue avec la compagnie qui exploitait jusqu'à récemment le site d'enfouissement de Magog, maintenant rempli à capacité.

«Vous pouvez conclure que du terrain nouveau a été abordé, a répondu M. Nicolet à M. Dépot. Intersan nous a fait une proposition différente, au sujet de laquelle nous devons nous faire une idée. Elle sera étudiée en détail.»

M. Nicolet a de plus l'air de dire que la nouvelle proposition d'Intersan constituait une solution à long terme. La dernière proposition d'Intersan, qui prévoyait l'enfouissement de 150 000 tonnes de déchets par année sur trois ans, avait été rejetée par le conseil, entre autres, parce que le volume d'enfouissement avait été jugé trop élevé, et que les maires souhaitaient régler la question pour une longue période.

Un autre environnementaliste, Renaud Pirsch, a pour sa part interrogé M. Nicolet à savoir si la MRC entendait toujours se prévaloir de son droit de regard pour limiter à 60 000 tonnes par année la quantité de déchets pouvant être enfouis sur son territoire, une limite qui figure au projet de plan de gestion des matières résiduelles qui a été soumis à une consultation publique l'an dernier. M. Nicolet a répondu qu'aucun élu n'avait à ce jour proposé de modifier cette disposition.

La décision de repousser à février l'adoption du plan de gestion des matières résiduelles n'a pas été prise seulement en raison de la nouvelle proposition d'Intersan, a pour sa part précisé le maire d'Ayer's Cliff, Vincent Gérin. Outre l'étude de cette nouvelle proposition, le conseil des maires doit aussi analyser le rapport dressé par la firme Teknika visant à chiffrer les coûts d'une possible entente avec le site d'enfouissement du Val-Saint-François. Une rencontre avec les responsables de ce site pour discuter de cette question est prévue «incessamment», dit M. Nicolet.



Roger Nicolet



Magasins Sears

Tous les magasins ne vendent pas de meubles. Pour plus de détails, voyez la liste ci-dessous.

Alma - ensembles matelas-sommier
Carrefour Alma (418) 662-2222

Chicoutimi - ensembles matelas-sommier
Place du Saguenay (418) 549-8240

Drummondville - ensembles matelas-sommier
Les Promenades de Drummondville (819) 478-1381

Hull - ensembles matelas-sommier
Les Galeries de Hull (819) 770-6300

Lévis - ensembles matelas-sommier
Les Galeries Chagnon (418) 833-4771

Ottawa - meubles et ensembles matelas-sommier
Centre commercial Carlingwood (613) 729-2561
Centre commercial St. Laurent (613) 746-4311
Ottawa East Home Store
Autoroute 417 et rue Innes (613) 741-8383
Ottawa-Pinecrest Home Store
Autoroute 417 et rue Pinecrest (613) 820-5551

Québec - meubles et ensembles matelas-sommier
Magasin de meubles et d'électroménagers de Québec
Boulevard de la Capitale et autoroute 40
(418) 260-9084

Québec - ensembles matelas-sommier
Les Galeries de la Capitale (418) 624-7311
Place Fleur de Lys (418) 529-9861
Place Laurier (418) 658-2121

Sherbrooke - meubles et ensembles matelas-sommier
Magasin de meubles et d'électroménagers de Sherbrooke
Autoroute 410 et boulevard de Portland
(819) 564-3010

Ste-Foy
Magasin Sears Décor de Ste-Foy
Bvd. Duplessis & Bvd. Wilfrid-Hamel
(418) 871-9595

Trois-Rivières - meubles et ensembles matelas-sommier
Magasin de meubles et d'électroménagers de Trois-Rivières
Autoroute 40 et boulevard des Recollets
(819) 379-0992

Victoriaville - ensembles matelas-sommier
Le Grande Place des Bois Francs (819) 357-4000

visitez le site
www.sears.ca

Presque tous les meubles* et ensembles matelas-sommier sont en

SOLDE

- les meubles
Tout pour la maison^{MD},
auf les articles
Sears 'Valeur sûre'
- les meubles de salon
Natuzzi et Sklar-Peppler^{MD}
- les fauteuils inclinables
La-Z-Boy^{MD},
Berkline^{MD} et Lane^{MD}

rabais
sur
tous

- les ensembles
matelas-sommier
SEARS-O-PEDIC^{MD},
sauf les articles
Sears 'Valeur sûre'
- les ensembles
matelas-sommier
Simmons^{MD}, Serta^{MD}
et Sealy^{MD}

Ainsi que toute notre gamme de meubles de chambre à coucher et de salle à manger, les meubles prêts à monter, les vitrines, les coffres en cèdre et les meubles décoratifs

Pas d'acompte avant novembre 2004

Pas de paiement avant novembre 2004! Pas d'acompte. Pas de taxes au moment de l'achat pour tous les meubles* et ensembles matelas-sommier



Pas de paiement avant novembre 2004, avec la carte Sears seulement, sur approbation de votre crédit. Achat minimum: 200 \$. Tous les frais et taxes applicables seront différés. Offre en vigueur jusqu'au samedi 29 novembre 2003. Renseignez-vous au sujet d'autres facilités de paiement.

*R/01 Meubles; à l'exclusion des meubles pour bébés

Les 100 premiers clients qui seront au magasin le samedi 29 novembre 2003 à 8 h recevront un coupon valide samedi seulement. Le coupon permet aux 100 premiers clients d'épargner 7%** sur les meubles* et ensembles matelas-sommier à prix ordinaires, en solde ou à prix de liquidation

*À l'exclusion des meubles de jardin et des meubles pour bébé, des articles Sears 'Valeur sûre', des achats par catalogue et sur le site Web.
**Sears déduira 7% du prix de l'article. Un coupon par achat, par client. Le coupon doit être remis au moment de l'achat. Les reproductions mécaniques ne sont pas acceptées. Ne peut être échangé, en tout ou en partie, contre des espèces ou un crédit. Le coupon doit être utilisé dans la province où il a été émis

Les coupons seront attribués aux 100 premiers clients dans les magasins Sears décor, les magasins de meubles et d'électroménagers Sears, au rayon des meubles et ensembles matelas-sommier des centres d'aubaines Sears et dans les grands magasins Sears des centres commerciaux.

Prix en vigueur jusqu'au samedi 29 novembre 2003, dans la limite des stocks

SEARS

QUALITÉ, BONS PRIX, SERVICE, FIABILITÉ

NE115F203 © 2003, Sears Canada Inc.

Économie

La Presse **AFFAIRES.com**S&P/TSX Venture 1668,37
▲ 7,27S&P/TSX 7880,50
▲ 20,11DOW JONES 9779,57
---DOLLAR 76,49
▼ 0,19OR 396,80

L'usine SP Systems de Drummondville ne fermera pas

Olivier Bouffard
MAGOG

Bien que la compagnie SP Systems ait l'intention de transférer une partie de ses opérations de Drummondville à Magog, l'usine drummondvilloise ne cessera pas définitivement ses activités, indique Raymond Conway, vice-président à l'ingénierie manufacturière chez SP Systems.

M. Conway, autrefois actionnaire d'ATC Chemicals, le holding à qui appartenait Danaplex Acrylics avant son rachat par SP Systems, explique que si l'entreprise a l'intention de concentrer à Magog ses opérations en ce qui a trait aux mousses structurales, l'usine de Drummondville poursuivra ses opérations pour les produits à base de polyester.

Certains équipements de production de mousses des installations de Drummondville seront transférés vers l'usine agrandie de Magog, d'autres seront vendus ou recyclés, ajoute M. Conway. En plus d'accueillir de nouveaux équipements, les 39 000 pieds carrés d'espace de production qui seront ajoutés à l'usine du boulevard Poirier à Magog permettront à l'usine de réaménager et d'optimiser sa chaîne de production, en plus d'offrir de l'espace

additionnel pour le stockage d'inventaire de blocs de mousse.

M. Conway explique aussi que le nombre d'employés qui seront transférés de Drummondville à Magog reste à déterminer. Bien que certains aient déjà manifesté leur intention de déménager, M. Conway soupçonne que plusieurs autres préféreront demeurer à Drummondville.

Le centre de recherche, qui est prévu dans les plans d'agrandissement des installations de Magog, se spécialisera dans le développement de mousses aux qualités diverses, explique M. Conway. «L'industrie nautique change, alors les propriétés mécaniques des mousses que nous produisons doivent refléter ces changements», explique-t-il. On pourrait par exemple chercher à développer des mousses ignifuges dans les laboratoires magogois, fait-il valoir.

Quant à la percée significative qu'entrevoit SP pour ses produits en Europe, M. Conway explique qu'il est «certain que nous aurons des opportunités dans le domaine nautique, mais je pense que le plus gros des efforts sera dirigé vers le secteur de l'énergie éolienne. Lorsqu'on procèdera à la mise en service de la nouvelle partie de l'usine, nous serons en mesure de répondre à la demande de clients qui exigent un fort volume».

Un convoyeur conçu et construit à Sherbrooke utilisé à New York

Gilles Fisette
SHERBROOKE

Judi prochain, à Brooklyn, New York, une cérémonie inaugurera les nouveaux équipements de la Metropolitan Paper Recycling. Parmi les invités, il y aura des Sherbrookoïses.

Ce jour-là, on soulignera en effet la mise en marche officielle du nouveau système de tri de papier, un convoyeur «made in Sherbrooke» par les travailleurs de la compagnie Sherbrooke O.E.M., une entreprise qui se spécialise dans l'ingénierie, la fabrication et l'installation de convoyeurs dont la vocation est de transporter et de trier toutes sortes de matériaux.

Si le président de Sherbrooke O.E.M., Alain Brasseur, et ses employés afficheront leur fierté, c'est qu'ils auront réussi à répondre aux besoins de leur client et même davantage.

«Le Système de tri du papier développé pour Metropolitan Paper Recycling devait à l'origine effectuer en moyenne le tri de 50 tonnes par heure de carton et de différents types de papier. Avec un quart de travail quotidien de huit heures, cela représente un rendement annuel de 100 000 tonnes. Or, étant donné la qualité de nos équipements et l'ingénierie révolutionnaire du

système, nous leur permettons un rendement de plus de 65 tonnes par heure pour le carton», a expliqué M. Brasseur.

De plus, a-t-il ajouté, son Système de tri du papier n'a besoin que d'environ 25 travailleurs par quart de travail, «ce qui constitue un nombre très peu élevé de travailleurs pour un tonnage aussi élevé».

Il explique qu'un convoyeur à tablier, situé au tout début de la ligne d'alimentation du système, fournit un débit constant de matériel. Ce convoyeur empêche ainsi le système d'être surchargé par des décharges trop importantes de matériel. Un filtre gravitaire perfectionné sépare ensuite le papier et le carton en deux flots distincts. Puis ces deux flots présentent chacun une plus grande uniformité, les opérations de tri supplémentaires sont plus efficaces.

Sherbrooke O.E.M. (pour Original Equipment Manufacturer) dessert essentiellement les industries du recyclage, du tri des déchets et du papier, du traitement des déchets et des eaux usées, de la construction et de la démolition, des pâtes et papier, du bois, des mines et minerais et du panneau gaufré. Créé en 1997, elle embauche une cinquantaine de personnes. Une délégation de cinq d'entre elles participera à la cérémonie d'ouverture de judi.



KING WELLINGTON
dmessier@latribune.qc.ca *Penis* **MESSIER**

La RBC Banque Royale de la Place des Congrès est un partenaire de La Grande Table depuis bon nombre d'années. André LABBÉ, directeur du centre des affaires à Sherbrooke, était à la tête d'un groupe plus tôt cette semaine à La Toque Rouge, pour le «5 à 7»...

-0-

Vincent CLOUTIER, de Cible Solution d'affaires, assure la présidence du c.a. de La Grande Table pour une 2e année. Vincent me confirme un profit de 20 000 \$ à l'occasion du dernier «5 à 7» sous la présidence d'honneur de Sébastien DUPONT, de Beaudin-Le Prohon...

-0-

Dany SÉVIGNY, de Location Pelletier, a profité du «5 à 7» de La Grande Table pour «agrandir» sa galerie de peinture en se portant acquéreur de la toile de Léandre PROULX...

-0-

Le notaire Claude DESCO-TEAUX, de la maison Demers Desco-teaux, a contribué lui aussi à faire un succès du «5 à 7» bénéfice de La Grande Table en achetant à l'encan silencieux le vitrail... supplantant Vincent CLOUTIER!

-0-

Annie AUGER, comptable à la Chambre de commerce sherbrookoise, se réjouissait de la réponse des membres au «mariage d'affaires rapide». Annie n'écarter pas la possibilité d'un éventuel sondage à savoir si les gens sont là pour le «speed meeting» ou bien le «speed datings». Une blague!

-0-

Présente au «speed meeting» de la Chambre de commerce de Sherbrooke à la table d'accueil, Jamie-Lynn BRETON est prête à faire son entrée sur le marché du travail. Jamie-Lynn va compléter d'ici Noël ses études en marketing...

-0-

Sophie FAUBERT et Karlyne CROTEAU, gérante des ventes et coordonnatrice des ventes à l'Hôtel Delta, ont profité du «speed meeting» de la chambre pour accumuler des informations dans le merveilleux monde des affaires, avec les gens présents...

-0-

Benoît LABONTÉ, directeur de succursale de DICOM Express, va répéter son expérience du «mariage d'affaires rapide»... Carl PELLETIER, de MicroAge, était lui aussi présent et satisfait des résultats...

Le secteur public paie moins bien ses employés que la grande entreprise privée

Lia Lévesque (PC)
MONTREAL

Les employés de l'administration québécoise affichent un retard pour ce qui est du salaire et de la rémunération globale, face aux employés de la grande entreprise privée en général.

La comparaison annuelle à ce sujet, effectuée par l'Institut de la statistique du Québec, révèle en effet que l'administration québécoise affiche un retard de 10,6 pour cent par rapport au privé pour ce qui est du salaire et de 3,5 pour cent pour ce qui est de la rémunération globale.

La différence s'explique par le fait que la rémunération globale inclut, en plus du salaire, les avantages sociaux et le nombre d'heures de travail.

Il importe de noter que l'Institut ne tient compte, dans ses comparaisons, que de l'entreprise privée de 200 employés et plus, et qu'elle ne compare que des emplois de l'administration publique qui ont un équivalent dans le privé (ce qui exclut les infirmières, par exemple).

Le portrait est cependant plus nuancé si on distingue l'entreprise privée syndiquée et non syndiquée.

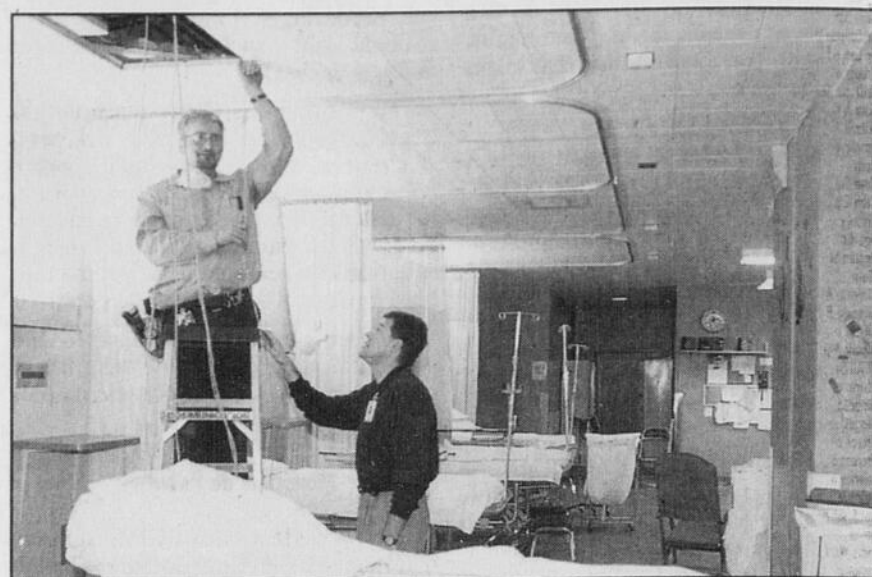
Ainsi le secteur public affiche un retard de 13,9 pour cent pour le salaire et de 10,8 pour cent pour la rémunération globale face au secteur privé syndiqué.

Toutefois, face au privé non syndiqué, l'administration québécoise est à parité pour la rémunération globale et affiche un retard de 4,4 pour cent pour le salaire.

Selon l'emploi

Les écarts de salaire et de rémunération globale entre l'administration québécoise et le secteur privé varient énormément selon le type d'emploi.

Ainsi, les professionnels de l'administration québécoise sont à parité avec ceux du privé pour ce qui est de la rémunération globale, mais affichent un retard salarial de 8,5 pour cent. Cette catégorie inclut des ingénieurs, analystes en informatique, professionnels des communications ou de la gestion financière, par exemple.



La Tribune, archives
Les ouvriers de l'administration québécoise accusent un important retard salarial de 38,8 pour cent face à leurs pairs de la grande entreprise privée et un retard de 36,8 pour cent pour ce qui est de la rémunération globale. Ces ouvriers sont des électriciens, des conducteurs de véhicules lourds, des menuisiers d'entretien ou des mécaniciens, par exemple.

De même, les techniciens de l'administration québécoise ont une rémunération globale à parité avec le privé, mais affichent un retard de 9,2 pour cent pour ce qui est du salaire. Ces emplois sont ceux de techniciens en documentation, de laboratoire, en informatique ou en génie, par exemple.

Pour ce qui est des employés de bureau, ceux de l'administration québécoise affichent un retard salarial de 14,4 pour cent et un retard de 7,9 pour cent pour ce qui est de la rémunération globale face à la grande entreprise privée de 200 employés et plus. Ces emplois incluent les magasiniers, le personnel de secrétariat ou affecté à la saisie de données.

Les employés de service de l'administration québécoise, quant à eux, sont à parité de salaire avec la grande entreprise privée et sont même en avance de 6,2 pour cent pour la rémunération globale. Ceux-ci sont des cuisiniers, journaliers ou préposés à l'entretien, par exemple.

Les ouvriers de l'administration québécoise, pour leur part, accusent un important retard salarial de 38,8 pour cent face à leurs pairs de la grande entreprise privée et un retard de 36,8 pour cent pour ce qui est de la rémunération globale. Ces ouvriers sont des

électriciens, des conducteurs de véhicules lourds, des menuisiers d'entretien ou des mécaniciens, par exemple.

La direction de l'Institut de la statistique a rappelé les limites de ces comparaisons, qui ne peuvent soupeser l'importance de critères importants, comme la sécurité d'emploi, la charge de travail, les possibilités d'avancement dans sa carrière.

De même, les heures de présence au travail exigées sont généralement moindres dans l'administration québécoise, au point où cela peut se traduire en termes de jours ou semaines de travail en moins, au bout d'une année.

Réagissant à la publication de l'étude, la CSN, qui compte 150 000 travailleurs dans le secteur public et parapublic, y a vu un «décalage inadmissible» de l'administration publique face aux autres travailleurs.

Le premier vice-président de la CSN, Louis Roy, y a vu une justification pour les revendications des syndiqués, à l'aube de la renégociation des conventions collectives. «Les employés du secteur public ont fait les frais des périodes de compression, durement ressenties, entre autres, dans les réseaux de la santé, des services sociaux et de l'éducation», a-t-il commenté.

Données réelles en vigueur le 27 nov.

Les taux d'intérêt cette semaine

dans les principales banques et fiducies canadiennes

Taux directeur 2,75%	Taux préf.	Hypothèques			Epargne quot.	Dépôt à terme		CPG
		1 an	3 ans	5 ans		30 jours	90 jours	
Banque Royale	4,50	4,75	5,90	6,50	0,07	0,75	1,10	1,55
CIBC	-	4,40	5,95	6,50	0,30	0,75	1,10	1,55
Banque de Montreal	4,50	4,75	5,90	6,45	2,25	0,75	1,10	1,75
Banque Scotia	4,50	4,75	5,90	6,45	2,25	0,75	1,00	1,55
TD Canada Trust	-	4,75	5,95	5,35	0,05	0,95	1,20	1,55
Banque Nationale	4,50	4,75	5,90	6,50	0,02	0,75	1,10	1,60
Banque Laurentienne	4,50	4,75	5,90	6,50	0,05	0,75	1,10	1,75
HSBC	-	4,75	5,95	6,50	0,05	0,75	1,10	1,75

Source: CANNEX

- PC

Fiducies Desjardins	-,-	-,-	-,-	-,-	-,-	1,00	1,35	1,75
Caisses populaires	4,50	4,75	5,90	6,50	0,00	1,00	1,35	1,75
Groupe Investors	-,-	4,75	5,90	6,45	-,-	-,-	-,-	-,-
La Capitale Ass MFQ	-,-	4,84	5,89	6,49	0,25	0,70	1,05	1,50

TAUX HYPOTHÉCAIRES

Des services gratuits*, offerts 7 jours sur 7.

1 AN 3,75%[†]
3 ANS 4,69%[†]
Garantie de taux jusqu'en juillet 2004

PROMOTION
5 ANS
5,04%[†]
Taux garanti
45 jours

Le meilleur taux, tout simplement
819 565-2525
1 800 798-7738
www.multiprets.ca

Multi-Prêts
COURTIER HYPOTHÉCAIRE

* Taux sujets à changements sans préavis

DBSP94

Zellers

Samedi seulement!

de l'ouverture jusqu'à

11 h

Rabais additionnel de

25%

sur

TOUTE

la mode

à prix ordinaire, déjà réduit et
de solde pour toute la famille

Y compris les vêtements, vêtements de nuit, bottes d'hiver,
chaussures et accessoires d'hiver pour homme, femme et enfant.

(À l'exception des sous-vêtements, bas, bijoux, montres et gros articles pour bébé.)

Rabais de

15%* sur
TOUTE

la literie et TOUT le linge
de salle de bain
Wabasso® et Mossimo®

Rabais de

25%* sur
TOUS

les couverts, les verres en
cristal, les couteaux et les
blocs, TOUTE la verrerie et
TOUTES les batteries de
cuisine antiadhésives

Rabais de

50%* sur
TOUTES

les batteries
de cuisine en inox

*Les rabais indiqués s'appliquent aux marchandises à prix ordinaire ou réduit.
Le choix varie selon le magasin. Tant qu'il y en aura. Désolés, aucune garantie-réclame.
Offres en vigueur le samedi, 29 novembre 2003 seulement.





DENIS MESSIER

En toute liberté!

dmessier@latribune.qc.ca

(819) 564-5456 poste 207 • Télécopieur: 564-8098

Café-potins

dre son objectif...

-0-

La campagne de financement de La Grande Table va se poursuivre tout au long du week-end, avec la collaboration du Club Richelieu de Sherbrooke et son président CHARLES LADRIE à titre de président d'honneur...

-0-

Sous le thème: «Un don qui fera bouler de neige», CHARLES LADRIE, arpenteur géomètre de profession, souhaite que la population achète une boule de Noël au coût symbolique de 5 \$, demain et dimanche, les 29 et 30 novembre, dans les deux Super C de Sherbrooke, ainsi que les deux Maxi et le IGA Extra de la rue King Ouest... L'activité de financement en sera à sa seconde année et l'objectif du président d'honneur est la vente de 2000 boules...

-0-

Le notaire JACQUES AUGER entreprend une 6e année à titre de président du Conseil d'administration de La Maison Aube-Lumière. JACQUES est professeur à la Faculté de droit de l'Université de Sherbrooke depuis 33 ans, et il ne songe pas à la retraite...

-0-

DIANE GINGRAS, présidente d'Oxibec Médical et de la Chambre de commerce de Sherbrooke, souhaite atteindre la vente de 5500 poinsettias d'ici le 24 décembre prochain... La directrice générale MARIE-PAULE KIROUAC, présente au moment de notre discussion, rêvait quant à elle vendre 6000 poinsettias. MARIE-PAULE a des idées pleines la tête afin d'atteindre son objectif... «Je verrais d'un bon oeil les patrons faire le cadeau d'un poinsettia à chacun de leurs employés...», de confier MARIE-PAULE...

-0-

Au moment du point de presse au magasin La Baie, l'animateur YVES PAQUETTE, de CITÉ, en a profité pour présenter l'instigateur de La Maison Aube-Lumière, l'abbé DESÈVE CORMIER, ainsi que Mme CATHERINE TROTIER, celle qui a eu l'idée de la vente des poinsettias, il y a douze ans... À la première année, Catherine confirme la vente de 500 poinsettias, et la livraison avait été faite par Les Pionniers de Bell...

-0-

PAUL CHOUINARD, responsable de la livraison des poinsettias, compte aujourd'hui sur une vingtaine de gars, ainsi que la disponibilité de quatre voitures... «Par moment, mon équipe n'a pas le temps de chômer», de me confier PAUL...

-0-

CHANTAL MILLETTE souhaitait d'ailleurs la bienvenue à La Maison Aube-Lumière pour une 3e année, au nom du directeur général de La Baie, DANIEL DELISLE...

-0-

SERGE GRÉGOIRE, de la Fondation Rock Guertin, s'est avéré un «chef d'orchestre» de premier plan à l'occasion du radiothon du Panier de l'Espoir à CHLT-630. SERGE a mené la barque d'une main de maître en compagnie de JOCELYN PROULX, de CHLT...

-0-

À chaque matin, GEORGES VEILLEUX donne un p'tit coup de fil à SUZANNE LORRAIN, la coordonnatrice du Panier de l'Espoir. On raconte qu'actuellement, la liste des «commissions» pour GEORGES est passablement longue...

-0-

SUZANNE LORRAIN est associée au Panier de l'Espoir

Coquetel de La Grande Table



Le coquetel bénéficie de La Grande Table de Sherbrooke, un «5 à 7» réunissant une centaine de gens d'affaires à La Toque Rouge, aura permis d'amasser 20 000 \$ pour l'organisme qui offre plus de 30 000 repas par année aux plus démunis, et plus particulièrement aux enfants d'âge scolaire. Sébastien Dupont, de l'entreprise Beaudin-Le Prohon (à droite), agissait à titre de président d'honneur de l'activité et la photo nous le montre en compagnie des Claude Laliberté, secrétaire du c.a., Ginette Valcourt, directrice générale à La Grande Table, Vincent Cloutier, président du c.a., et Louisiane Veilleux, trésorière du c.a.

depuis 14 ans... DIANE FABI, GEORGINE WOOD et CLAIRE GRÉGOIRE étaient à l'écoute de la population en prenant les appels téléphoniques au radiothon... CLAIRE BROSEAU et JEANNINE GIARD, deux recrues, ont travaillé en compagnie de RENÉE DUFOR et ANITA DOUCET, dans le cadre du radiothon... Le trésorier de la Fondation, DANIEL TRÉPANIÉ, était lui aussi à son poste afin de faire la compilation des sous amassés en compagnie de DONALD et CLAIRE BOUTIN, tout comme MICHELINE GILBERT...

-0-

ALAIN CAMPAGNA, du Groupe Investors, a effectué, une fois de plus, un retour dans le temps afin d'aider la cause du Panier de l'Espoir en prêtant sa voix au radiothon... JEAN-MARC RANCOURT est un autre bonhomme qui a aidé la cause de ROCK GUERTIN...

-0-

JOCELYN PROULX, quant à lui, a parlé d'un travail d'équipe sur les ondes de CHLT-630, avec les annonceurs SUZANNE LÉGER, JEAN AREL, JACQUES LAVOIE et FRANÇOIS JEANSON, ainsi que les journalistes BERTRAND GOSSE-

LIN et MARYSE MATHIEU... Le producteur GILBERT LÉVESQUE a assuré la mise en ondes d'une partie de l'émission en dehors de son temps de travail...

-0-

SOLANGE LEMAY n'a que de bonnes paroles à l'endroit du personnel infirmier du Centre hospitalier Hôtel-Dieu [CHUS Bowen] au moment d'un récent séjour de dix jours. SOLANGE adresse un merci particulier à ALINE, HUGUETTE, DENYS, JEANNETTE, LUC, BRUNO et CHANTAL, sans oublier les étudiantes infirmières ANNICK et CAROLE...

-0-

ROGER B. BERNIER, du Club Optimiste de Sherbrooke, présente dans le cadre de son activité Appréciation de la jeunesse, un film à l'UdeS, le dimanche 30 novembre prochain à 10h et 13h. Tout comme par le passé, les jeunes sont invités à apporter des boîtes de conserves et autres denrées non périssables en retour d'un droit d'entrée. En bout de ligne, le Club Optimiste remettra le matériel au Panier de l'Espoir de ROCK GUERTIN...

-0-

Des enseignants du primaire huent le ministre Reid

Rollande Parent (PC)

MONTREAL

Le ministre de l'Éducation, Pierre Reid, s'est fait huer hier par un groupe d'enseignants du primaire, au moment où il les entretenait de l'importance de la création d'un ordre professionnel pour les enseignants.

Cette rebuffade s'est produite au cours d'une allocution prononcée par le ministre au 16e congrès annuel, à Montréal, de l'Association des enseignantes et enseignants du primaire, auquel assistaient plus de 1000 enseignants.

«C'est cette volonté de travailler à

la réussite de nos élèves qui fait de vous des professionnels de l'enseignement et c'est pour vous que nous allons créer un ordre des enseignants et enseignantes, pour que vous ayez davantage de contrôle sur tous les aspects de votre profession, en particulier la formation», a déclaré le ministre Reid.

Des huées accompagnées de murmures ont alors balayé la salle.

Un engagement

À l'issue de cette rebuffade, le ministre a expliqué qu'il s'agissait d'un engagement du Parti libéral. «On est rendu à cette étape», a-t-il fait valoir.

La création d'un ordre professionnel aura le mérite d'assurer l'autonomie aux professionnels de l'enseignement, estime-t-il.

«Les enseignants sont sous la tutelle du ministère de l'Éducation et du ministre de l'Éducation depuis 25 à 30 ans. La profession a acquis son degré de maturité et est prête à se défaire de cette tutelle. Il n'appartient pas au ministre de dire quoi faire, comment le faire et comment gérer la formation, la formation continue», a plaidé le ministre Reid.

«On veut donner aux professionnels de l'enseignement leur autonomie professionnelle pour qu'ils puissent mieux

faire leur travail. Et en même temps on va garantir au public une meilleure qualité et une protection à tous égards», a-t-il renchéri.

La mise en place d'un ordre professionnel n'est cependant pas du ressort du ministre Reid, mais de l'Office des professions relié au ministère de la Justice.

Commission parlementaire

«À l'hiver ou au printemps, il y aura une commission parlementaire parce qu'il faut changer une loi pour faire un ordre professionnel au Québec», a indiqué le ministre.

D'ici là, M. Reid ne désespère pas de rallier bon nombre d'enseignants.

«La réaction initiale des enseignants est souvent celle qu'ils ont entendue de leur syndicat où il y a de la résistance. Mais lorsqu'on a l'occasion d'expliquer à quoi ça sert un ordre professionnel, la réaction est très positive.

«Une réaction comme celle de ce matin nous invite à un dialogue plus poussé avec les enseignants», a soutenu M. Reid.

La résistance des dirigeants syndicaux est due, selon le ministre, au fait que ceux-ci tiennent à ne pas se limiter à gérer les relations et les conditions de travail, «le rôle que la loi leur reconnaît».

Grande vente Liquidation de cuir

CUIR 1/2 PRIX

Ne manquez surtout pas nos soldes!

PANTALONS 89⁹⁹\$

Collection automne-hiver 2003-2004



Vaste choix de manteaux et pantalons. Toutes les grandeurs (jusqu'à XXXXL)

50% DE RABAIS sur tous les manteaux

Une seule adresse:

2855, rue King Ouest, Sherbrooke (819) 822-3443

CONCOURS

Jouez au quotidien La Tribune

À GAGNER

- UNE CROISIÈRE
- 500\$ EN BON D'ACHAT DU CARREFOUR DE L'ESTRIE

Le concours «Jouez au quotidien» se tient du 18 octobre au 12 décembre 2003

COMMENT PARTICIPER

Facile! Découpez «la pièce du jour» que vous retrouvez les lundis, mercredis et vendredis dans *La Tribune* et collez la pièce à l'endroit correspondant sur l'illustration maîtresse. Une fois le casse-tête complété, retournez-le à *La Tribune* et participez au tirage des prix mentionnés.

Bonne chance au tirage du 19 décembre 2003

Règlements complets disponibles à *La Tribune*



PIÈCE DU JOUR



Découpez «la pièce du jour» et collez la pièce à l'endroit correspondant sur l'illustration maîtresse

Prix La Tribune de la Société d'histoire de Sherbrooke

L'histoire se nourrit de son action

Jacques O'Bready reçoit le Prix La Tribune de la Société d'histoire

François Gougeon
SHERBROOKE

Il n'a pas écrit de livre d'histoire. Il n'est pas historien. Mais à sa façon, dans sa vie quotidienne, impliqué à fond au cœur de la communauté sherbrookoise dont il est fièrement issu, Jacques O'Bready a fait l'histoire.

Et c'est pourquoi l'ancien maire de Sherbrooke, Jacques O'Bready, est devenu hier soir le 19^e récipiendaire du *Prix La Tribune de la Société d'histoire de Sherbrooke*. L'honneur lui a été remis par le président de l'organisme, Claude Métras, la présidente et éditrice du quotidien de la rue Roy, Louise Boisvert, ainsi que le rédacteur en chef, Maurice Cloutier, en présence de nombreux invités.

«C'est aussi en lien avec mon rôle comme président du Comité exécutif de l'organisation des fêtes de Sherbrooke 2002. Dans le sens où cela a impliqué grandement la Société d'histoire de Sherbrooke et a permis de la faire rayonner davantage», a avoué humblement le «Monsieur Sherbrooke» de son temps. Et qui du reste se dit «un peu, mais agréablement surpris» de l'hommage qui lui est rendu.

Ce rôle de grand timonier à la barre des orientations marquant la commémoration des 200 ans de Sherbrooke, et qu'il a entrepris dès 1999, après une longue absence de 16 ans de sa ville natale, n'est qu'une facette du rôle joué par Jacques O'Bready dans la communauté sherbrookoise.

«La plus significative»

«Bien sûr, c'est toute ma période de vie politique municipale, depuis ma nomination comme conseiller municipal du quartier nord en 1971 à mon poste de maire, de 1974 à 1982, que je retiens comme la plus significative de mon implication à Sherbrooke. Du moins, je l'avoue, c'est celle que j'ai le plus aimée», confesse avec la franchise qu'on lui connaît cet avocat de père en fils. Avant lui, son père, Hertel O'Bready, et son grand-père, Moïse O'Bready, ont aussi porté la toge.

Et puis tant qu'à faire dans l'histoire régionale, outre son père qui, en raison de son poste, avait été contraint par Maurice Duplessis de lire «l'acte d'émeute» lors de la célèbre grève de l'amiante de 1949, à Asbestos, son arrière grand-père, Patrick O'Bready, figure parmi les fondateurs de Wotton. «Les O'Bready c'est une vieille famille dans les Cantons-de-l'Est... Mon père était cousin de Maurice O'Bready (le célèbre prélat historien, enseignant et musicien qui a donné son nom au centre culturel). Mgr O'Bready m'a d'ailleurs enseigné, notamment l'histoire, quand je suis passé au séminaire (Saint-Charles-Borromée), entre 1949 et 1955», rappelle fièrement Jacques O'Bready.

Au cours de sa longue carrière publique, que ce soit à l'hôtel de ville de Sherbrooke, à la présidence de l'Union des municipalités du Québec (UMQ), à la tête de la Commission d'accès à l'information ou encore au ministère des Affaires municipales, cet ancien diplômé en droit de l'Université de Sherbrooke (il est de la troisième promotion de cette faculté) en a côtoyé du monde. De petites gens aux grands noms. Comme l'ancien premier ministre Pierre Elliot Trudeau, qu'il a accueilli deux fois à Sherbrooke.

«J'ai travaillé avec des gens comme les anciens premiers ministres René Lévesque et Robert Bourassa, des maires comme Jean Drapeau (Montréal), Jean Corbeil (Anjou)... J'ai connu une vie très active, relate également M. O'Bready. Même que j'ai été sollicité pour me présenter comme député au provincial, mais ça ne m'a jamais rien dit: ma passion a toujours été pour ma ville! Et si, comme sous-ministre, j'ai pu travailler autant sous les péquistes que les libéraux, c'est que je suis un gars loyal à mes patrons.»

Fier d'avoir laissé sa ville en santé au terme d'une défaite qui lui a fait très mal, en 1982, Jacques O'Bready a également vu à la création de la nouvelle ville de Trois-Rivières, en 2001. C'est lui qui a dirigé le comité de transition pour la fusion de six villes regroupant aujourd'hui environ 125 000 habitants. «L'expérience a été très belle. Je rencontre encore aujourd'hui des gens qui me disent que ça s'est très bien passé et que c'est un beau projet rassembleur», évoque aussi M. O'Bready.

Son dernier bébé

Aussi, malgré les 68 ans qu'il fêtera dans six mois, celui qui agit encore comme avocat-conseil chez Monty Coulombe garde sa même passion de gestionnaire du début. Son dernier bébé, qui a grandi depuis les dernières années, c'est la corporation *Sherbrooke, Cité des rivières*. Il en parle avec enthousiasme. «Ce n'est pas qu'un projet récréotouristique mais aussi environnemental. On ne s'est pas lancé dans la luxe mais dans des actions modestes qui ont un impact direct sur la qualité de vie des Sherbrookoises. Je pense que les gens sont vraiment très fiers de se rapprocher ainsi leur patrimoine riverain, qui est d'ailleurs à l'origine même de la création de la ville», a livré M. O'Bready.

Finalement, tant qu'à avoir autant de souvenirs, pourquoi ne pas en faire un livre? «J'aurais bien sûr de quoi meubler un livre épais comme ça, fait-il en montrant l'espace entre le pouce et l'index. Mais ce n'est pas tout à fait mon genre d'écrire mes mémoires.»



Comme président du Comité exécutif de l'organisation des fêtes de Sherbrooke 2002, Jacques O'Bready a eu l'opportunité de permettre à la Société d'histoire de Sherbrooke, impliquée grandement dans cette activité d'envergure, de rayonner davantage. Mais ses vrais mérites pour le *Prix La Tribune de la Société d'histoire* sont beaucoup plus larges que cela.

«J'ai été sollicité pour me présenter comme député au provincial, mais ça ne m'a jamais rien dit: ma passion a toujours été pour ma ville!»



Jacques O'Bready est fier de sa famille et était heureux d'avoir les siens autour de lui pour ce grand événement. À son côté, son épouse Pierrette. À l'arrière, de gauche à droite, Maryse, Isabelle Aubin, la femme de Marc, et Marc.



L'ancien maire de Sherbrooke, Jacques O'Bready, est devenu hier soir le 19^e récipiendaire du *Prix La Tribune de la Société d'histoire de Sherbrooke*. L'honneur lui a été remis par le président de l'organisme, Claude Métras, la présidente et éditrice du quotidien de la rue Roy, Louise Boisvert, ainsi que le rédacteur en chef, Maurice Cloutier, en présence de nombreux invités. Dans l'ordre habituel, M. O'Bready, Mme Boisvert, M. Cloutier, Chantal l'Espérance, représentante de la Ville de Sherbrooke et présidente du Comité de la culture, et M. Métras.